

### LE DEFI MONETAIRE

*Pourquoi le mark est-il aujourd'hui le prototype d'une monnaie fiable ? Parce qu'on sait que les Allemands se battraient pour le défendre : ils s'en sont donné les moyens, et les ont d'ailleurs imposés à l'ECU. Souvenons-nous d'où leur vient cette énergie farouche : leurs grands-parents ont subi la première expérience, traumatisante, de l'inflation galopante. Ils sont depuis vaccinés.*

*L'Afrique francophone s'est vu octroyer l'indépendance - et n'en a pas réclamé le principal attribut, la responsabilité monétaire. Elle constate aujourd'hui, douloureusement, qu'on (New York et Paris) décide à sa place, et qu'on la livre au spectre inflationniste.*

*C'est l'occasion d'un sursaut de dignité, qui fasse coup double : relancer une dynamique d'indépendance et de fédération (ce qui est loin d'être incompatible : que serait en 1994 la position de la France sans la signature du Traité de Rome ?) ; rassembler les partisans d'une responsabilité politique et économique (par l'invention, à tous les étages, d'une éthique du service et du bien publics).*

*Sans ce sursaut, les milliards alloués pour l'accompagnement de la dévaluation pourriront un peu plus la situation. La rente de la dévaluation relâchera celle de l'aide, pour couvrir la perpétuation du pillage. Les caïds de la rente continueront de dissuader le réveil productif. C'est contre ce système que doit se focaliser l'indignation, et non contre la rupture du drain CFA : elle contrarie d'abord ceux qui vampirisaient l'Afrique.*

### SALVES

#### À la trappe

La dévaluation du CFA a favorisé une opération hygiénique : 25 milliards de dettes impayables de l'Afrique envers la France sont passées à la trappe. Tant mieux pour les populations : l'argent de ces dettes leur était passé par dessus la tête, mais son fardeau leur cassait le dos. Soulagement pour les décideurs d'ici et là-bas : on sera peut-être moins tenté d'aller voir dans quelles conditions ces dettes ont été contractées...

25 milliards, cela fait près d'un an d'aide publique française à l'Afrique. Cette perte (théorique, l'économie française a perdu cet argent depuis longtemps) servira-t-elle de prétexte pour rogner les crédits d'une vraie coopération ?

Voir p. 3-4

« Spécial Dévaluation »

#### Tiercé dans le désordre

Le 15 janvier à Lomé, M<sup>e</sup> Jacques VERGES a été solennellement décoré de l'ordre du Mono, en compagnie du colonel GRANDMANGIN, *conseiller militaire* à l'ambassade de France, par le général EYADEMA. L'ordre règne au Togo !

#### Irresponsabilité

Il n'est pas réservé à l'Afrique d'honorer les irresponsables, d'absoudre le trafic d'influence ou le self-service public. La grâce du docteur Garretta est demandée par une partie du corps médical français - où l'on retrouve ceux qui l'avaient propulsé dans la Légion d'honneur. Rappelons que, non content d'avoir prolongé l'écoulement des stocks de produits sanguins contaminés, le bon docteur avait installé une ingénieuse pompe à finances pour tirer le meilleur profit d'un système de transfusion sanguine... fondé sur le don. On l'en a remercié avec une très grosse prime.

Ce petit trafic est presque oublié, mais non le scandale du sang. Il rejaillit à nouveau sur Laurent Fabius, qui, c'est certain, n'en est pas personnellement responsable. Tout au plus a-t-il négligé d'appliquer son exceptionnelle intelligence à la critique d'un système où l'irresponsabilité est reine, et l'indécision courtisane. Ce système s'illustre fastueusement dans la gestion de l'Aide Publique au Développement, ou la sujétion de la COFACE - l'organisme grâce auquel les contribuables cautionnent les exportations françaises en tous genres.

À la suite d'une perquisition historique en ce haut-lieu des affaires, le juge Jean-Pierre a découvert un courrier de Laurent Fabius, alors Premier Ministre, enjoignant à la COFACE de garantir une entreprise française dans le fameux (fumeux ?) marché du complexe hôtelier nord-coréen. Entre-temps, Patrice Pelat avait reçu une énorme commission, et jouait à l'arrosé arroseur. Qui s'en scandalise ? Pour une révélation de ce type, combien d'interventions occultées, de *carrefours du développement* enterrés - car on s'y rencontrait en trop bonne(s) compagnie(s) ? À quand un disjoncteur entre la COFACE et les tentations du pouvoir politique ?

### QUESTION

Le général Habyarimana assigne en diffamation la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Africa Watch, et plusieurs personnes dont Jean Carbonare, Président de Survie. Il leur demande 100 millions de F. de dommages et intérêts (une paille au regard de la fortune usurpée par son clan). L'instigateur des « *commandos zéro* » souhaite-t-il voir étaler le terrorisme et les trafics dont il a laissé envahir son pays, avec de hautes complicités françaises ?

## ILS ONT DIT

« [Les 14 pays de la zone Franc] ont franchi le pas de la dévaluation ensemble. Je salue leur courage et leur solidarité [...]. En plus du financement de projets de développement, nous pouvons aussi apporter une aide budgétaire pour appuyer les réformes économiques par le biais de *prêts d'ajustement structurel*. Dans l'immédiat, c'est cet instrument que nous utiliserons en priorité. Ils devraient représenter 75 % de nos décaissements au cours de 1994. (Olivier LAFOURCADE, Directeur du département Afrique occidentale et centrale à la Banque Mondiale, *Les Échos*, 17/01/1994).

[Le salut initial est un monument ! Quant aux grosses aides budgétaires, on ne connaît que trois cas de figures : soit elles sont promises et ne sont pas versées ; soit elles ne quittent pas le club des donateurs (ce sont des jeux d'écritures pour apurer des opérations passées) ; soit elles sont massivement détournées, dans des passoires comptables rustiques ou très raffinées].

« Ceux qui ont eu à gérer les finances publiques et qui ont été indéclicats ne perdent rien pour attendre » (Omar BONGO, cité par *Jeune Afrique*, 13/01/1994).

« Certains chefs d'État brandissent le spectre de désordres sociaux en oubliant que le petit peuple a toujours vécu dans la misère et que rien ne changera pour lui après la dévaluation » (Justino BIYOGO BITUNG, opposant de Guinée Équatoriale, cité par *Jeune Afrique*, 20/01/1994).

« Pourquoi le FMI a-t-il fait montre d'une telle incompétence [dans l'appui aux réformes économiques en Russie] ? La réponse est simple : depuis 50 ans, son fonctionnement est à peu près aussi hermétique et aussi exclusif que celui du comité central du Parti Communiste. [...] Pourquoi s'embarrasserait-il d'investigations scrupuleuses et indépendantes, puisqu'il n'a aucune concurrence à redouter : il décide seul de l'octroi de l'aide occidentale. Résultat, comme tout monopole incontesté depuis trop longtemps, il est devenu péremptoire, frileux et négligent. » (Jeffrey SACHS, ex-conseiller économique de Boris Eltsine, *Libération*, 31/01/1994)

« L'état de pauvreté s'approfondit chaque jour davantage, la faim tue plus sûrement que la pire des guerres, le nombre des malades sans soins, de jeunes analphabètes, de sans-logis, de sans-travail augmente chaque jour à un rythme sans précédent. Les remèdes de la Banque mondiale pour le développement sont des remèdes empoisonnés qui accélèrent ce processus. En mon âme et conscience, je suis obligé de vous dire assez ! Vous avez volé le juste discours des ONG de développement, sur l'écodéveloppement, sur la pauvreté, sur la participation populaire. Dans le même temps vos politiques d'ajustements structurels et vos actions accélèrent le *dumping social* du sud en l'obligeant à se profiler sans défense sur le marché mondial. [...]

Vous êtes aujourd'hui la plus incroyable et extraordinaire machine de relations publiques pour imposer au monde un sentiment désastreux de fatalité : le développement réservé à quelques uns, et la pauvreté inévitable de ceux qui ne sont plus assez performants et compétitifs. La relance de l'économie du développement [...] nous impose de trouver d'urgence quelle autre institution doit vous remplacer en vue de permettre aux peuples de participer et d'être bénéficiaires des actions qui leur rendront dignité, autosuffisance alimentaire et droit à la diversité dans le co-développement. » (Pierre GALAND, Secrétaire Général d'OXFAM Belgique, ancien Président du Comité de liaison ONG-CEE, dans sa lettre de démission au groupe de travail ONG-Banque mondiale, 04/01/1994).

## À FLEUR DE PRESSE

**Lumières noires magazine**, Janvier 1994. **Spécial Soudan. Une nouvelle approche est nécessaire** (Philippe de PRACANS) : « [...] Il serait bon que la France choisisse ses amis et ses ennemis non plus en fonction de l'air du temps, de la mode ou des campagnes médiatiques anglo-saxonnes savamment relayées par des naïfs, mais dans le cadre de son éthique, de ses intérêts et de son histoire.

Je m'explique : c'est à la demande des canadiens que la France n'avait pas invité Mobutu président d'un État souverain au Sommet de Chaillot. C'était peut-être très gratifiant, mais la haine des anglo-saxons pour Mobutu était dictée par le seul intérêt : le Président Mobutu préférant traiter avec les européens, il faut le déstabiliser et le remplacer par un autre plus conciliant. Et la France a marché ! dupe et contente d'aller dans le sens de l'histoire [...]. On veut nous refaire le même coup au Soudan. »

[Ce bref passage d'un éditorial invitant à renouer avec le régime du général el Bechir, pour les mêmes raisons qui devraient pousser la France à continuer de soutenir Mobutu (son éthique, ses intérêts, son histoire anglophobe) montre mieux qu'un long discours les schémas sous-jacents à une géopolitique souvent incompréhensible].

**D+C**, Bulletin de la Coopération allemande) Janvier 1994. **Togo** (K. BALESSAU) : « [...] La dénonciation par Amnesty International de l'impunité totale dont bénéficient les auteurs de graves violations de droits de l'homme au Togo est, à n'en point douter, fondée et les fameux démentis des autorités de ce pays ne sauraient prospérer devant la matérialité de ces violations et de l'absence absolue de procès dans ce domaine. Nous lançons ici un appel solennel à tous les pays démocratiques notamment la France à transcender leurs intérêts particuliers afin d'aider les Africains à asseoir une démocratie saine et juste ».

[Après cela, *Lumières noires*, qui dénonce le « terrorisme intellectuel » des opposants togolais, devra aussi verser dans la germanophobie. Aux hommes politiques français qui s'affichent volontiers dans ce magazine, rappelons qu'il a été lancé par Ernest Bennett, le beau-père de Baby Doc, figure de proue de « l'or des dictatures » (cf. *Billets n° 5*)].

**La Croix**, 22/01/1994. **Le Tchad normalisé** (Pierre de CHARENTENAY) « Le Tchad normalisé [après la mise au pas de la conférence nationale et la disparition du principal concurrent d'Idriss Déby] est un Tchad écrasé et sans voix. [...] Une fois encore, un pouvoir soutenu par la menace des armes fait peser son joug sur les forces démocratiques existantes [...]. Les seules ressources importantes, celles du pétrole découvert dans le sud, sont détournées au profit du président qui vient d'en vendre l'exploitation pour dix ans aux compagnies américaines. Où est passé l'argent ? La normalisation du Tchad renforce l'exploitation et le pillage [...].

Or, la France, en continuant à financer une partie du fonctionnement de ce pays comme elle vient encore de le décider après un voyage du ministre de la coopération, prolonge la vie du régime, cache les réalités politiques et sociales et provoque une aggravation de la situation économique. Où sont donc les belles idées des prêts et des soutiens apportés uniquement à ceux qui promeuvent la démocratie ? La politique française, qui veut surtout éviter les remous, prépare en fait des situations inextricables pour demain. »

**Libération**, 20/01/1994. **La saga africaine d'un géant français** (Antoine GLASER, Stephen SMITH, Sylvaine VILLENEUVE) : « Aujourd'hui encore, la France, dans certains pays d'Afrique, se confond avec Elf. [...] Le golfe de Guinée est toujours la deuxième patrie du groupe qui lui assure plus de 70 % de sa production totale d'or noir : 29,7 millions de tonnes *pompées* en 1992 [...].

[Au Gabon et au Congo.] Elf est depuis les années 60, années des indépendances, plus qu'une simple compagnie pétrolière : tout à la fois la *banque* et le *parrain* des pouvoirs locaux. [...] Au Gabon, l'histoire d'Elf est ainsi autant *patrimoniale* que pétrolière. Société de droit gabonais, Elf-Gabon - dont le groupe ne détient que 57 % - contrôle la plus grande part des participations financières (non pétrolières) d'Elf Aquitaine, à travers la Compagnie de participations et d'investissements holding (CPIH) et la Société financière internationale de participation (Sofipa). Trois administrateurs du président gabonais - des proches du président, dont son oncle, Julien Mpouho-Epigat - siègent au conseil de la CPIH. Le portefeuille de cette société est évalué à 4 milliards de francs dont 1 milliard de trésorerie.

Outre un patrimoine immobilier [...], la CPIH a déjà servi à huiler les relations *politiques* du groupe avec ses clients et partenaires. [...] Avec la privatisation et la volonté affichée de *dépolitisation* du groupe par Philippe Jaffré qui n'écoute qu'un seul homme, Édouard Balladur, le groupe Elf va-t-il banaliser ses relations avec ses filiales africaines ? Rien n'est moins sûr. »

## SPÉCIAL DÉVALUATION - Réactions tous azimuts - SPÉCIAL DÉVALUATION

« Les pays du Sahel, comme le Mali, qui n'exportent pratiquement rien, ont tout à perdre d'une dévaluation. Le Gabon et le Sénégal vivaient bien au-dessus de leurs moyens grâce à la surévaluation du franc CFA. Bongo s'est indigné des projets de Balladur : "*Bientôt ils vont me demander de retirer ma cravate !*" pestait-il. Si cette dévaluation a une utilité et une moralité, c'est bien de "*retirer la cravate*" aux hommes politiques corrompus qui dirigent ces pays. Ils ont généralement ignoré les angoisses de leurs *électeurs*, mais n'ont jamais lésiné sur les importations de champagne et de voitures de luxe pour eux-mêmes. [...]

Paris a négocié cette mesure avec des partenaires - bon nombre de présidents africains - qui sont des tricheurs. Ces gens-là ont spéculé contre leur propre monnaie. [...] Le franc CFA surévalué constituait en quelque sorte l'un des derniers oripeaux du pacte colonial. [...]

La situation est extrêmement préoccupante. Si cette dévaluation dérape, on peut craindre l'effondrement total de la structure étatique en Afrique » (**Jean-François BAYART**, *Le Nouvel Observateur*, 20/01/1994).

« L'Afrique noire indépendante depuis des décennies vient de se rendre compte qu'elle ne l'était pas en réalité. [...] Nos anciens colonisateurs nous ont fait croire que si nous demeurions dans leur giron, nous nous développerions mieux et plus vite. Gros mensonge.

[...] Il nous appartient, peuples du Sud, de nous prendre en charge car sans cela nous les pauvres nous nous appauvrirons sans compter quand les riches s'enrichiront davantage. [...] Faisons appel à notre génie africain fait d'initiatives et de création.

N'achetons plus demain de produits français, la Côte d'Ivoire y gagnera au change. Au lieu d'un tel discours, nos gouvernants applaudissent parce que leur avoir dans les banques suisses se bonifie de 50 % avec la dévaluation du F CFA. Ah ! l'Afrique et ses fossoyeurs. À quand la vraie indépendance ? » (**Jacques PRÉJEAN**, *Le Nouvel Horizon*, Côte d'Ivoire, 14/01/1994).

« Dans une situation de déséquilibre macro-économique, avec des dépenses qui excèdent les recettes, on connaît deux remèdes : l'ajustement par la compression des dépenses (l'austérité), ou la dévaluation. Mais quand on fait les deux en même temps, le résultat peut être dramatique : une strangulation de l'économie. » (**Pr. Eboué CHICOT**, entretien à *Billets d'Afrique*)

« Les Africains que nous sommes ferment aujourd'hui la marche de l'humanité. Nous sommes bons derniers. Surtout, nous n'avons pas la maîtrise de notre destin. La France, la Banque Mondiale pensent à notre place, décident à notre place, dévaluent notre monnaie quand cela les arrange, etc.

N'est-il pas temps que nous prenions conscience de tout cela ? N'est-il pas temps que nous décidions de nous libérer de cette servitude millénaire, quel que soit le prix à payer ? » (**Atta KOFFI**, *Le Nouvel Horizon*, 14/01/1994).

« Comme la plupart des produits que nous consommons sont importés et qu'ils vont connaître une augmentation des prix, il y aura un recentrage sur les produits locaux. C'est la première raison de l'espérance. Car pourquoi, dès aujourd'hui, ne pas apprendre à changer nos habitudes alimentaires ? [...]

La seconde raison de l'espérance réside dans le fait que les africains sont en train de guérir de leur cécité qui leur cachait leur état d'hommes esclaves des temps modernes. Trente ans après nos indépendances, nous n'avons pas d'industries. Nous ne fabriquons rien. Nous sommes une société de mendiants qui se nourrissent encore de la *cueillette* des produits finis de nos *dieux*. La dévaluation est la sanction de la gestion d'une génération d'hommes : Houphouët, Bongo, Mobutu, Eyadema... La troisième raison d'espérer, c'est la nécessité de ne compter que sur nous-mêmes. Il faut resserrer nos rangs, réaliser au plus vite une véritable

intégration de nos économies, de nos États, dans la réinvention de l'Afrique. De société consommatrice qu'elle est, l'Afrique pourrait devenir ce continent producteur dont nous avons besoin d'être fiers » (**Gnaka LAGOKÉ**, *Le Nouvel Horizon*, 14/01/1994).

« En attendant que les tuiles de la dévaluation nous tombent dessus, nous devons nous consoler d'une chose : la menace de décote du franc CFA nous place en face d'un miroir qui nous renvoie l'image honteuse de toutes nos laideurs : désunion, incapacité, micronationalisme, etc. Au-delà de la dévaluation, **c'est le drame de notre libération qui se joue de nouveau**. Paris, le FMI, et la Banque Mondiale, par-delà les mots, viennent nous rappeler, de façon abrupte, ce que nous sommes en vérité : de grands enfants sans identité et contents de l'être. Hegel avait sans doute raison de dire que l'Afrique est une partie a-historique de l'humanité. Aussi provocante que soit cette assertion, elle recouvre une réalité bien triste : nous ne sommes pas des acteurs de l'évolution de l'humanité. Nous sommes de la race de ceux qui subissent. Aujourd'hui encore, on nous offre un faux choix : *accepter la dévaluation du franc CFA ou assumer nous-mêmes le coût de la relance de nos économies*. Un dilemme tragique, d'inspiration cornélienne, qui vient souligner toute notre misère morale et matérielle. » (*Le Pays*, Burkina Faso, 10/01/1994).

[La rédaction de Billets d'Afrique n'est pas fanatique d'Hegel, qui ne respectait pas assez la place du jeu dans l'histoire, ni de l'enfance en chacun de nous. Et il n'y a pas de race vouée à subir. Plutôt que des laideurs, le miroir renvoie les grimaces de l'enfance. Et du dépit peut naître le sursaut : c'est bien, en tout cas, le drame de la libération qui se joue].

« La dévaluation de notre CFA tant chéri vient comme un coup de semonce pour nous réveiller de notre hibernation qui n'a que trop duré. Le monde est en marche, le troisième millénaire est là. On ne nous attendra plus, on ne nous tendra plus la main, comme à un enfant qui traîne les pieds. L'Afrique est "mal partie", certes. Mais, comme dit l'écrivain [René Dumont], "l'Afrique noire n'est pas maudite. L'Afrique doit partir". » (*Le Pays*, 10/01/1994)

« Les chefs des États africains membres de la zone franc réunis à Dakar ont décidé après consultation du Fonds Monétaire International, de modifier la parité du franc CFA et celle du franc comorien pour les fixer, à compter du 12 janvier 1994 à zéro heure, aux taux de 100 francs CFA pour 1 franc français.[...]

Les avantages de la zone Franc ont été ainsi intégralement préservés, et le taux de dévaluation permettra de remettre l'ensemble des États membres sur le chemin d'une croissance forte et durable, à l'abri des fluctuations du système monétaire international, par le maintien de la parité fixe avec le Franc français. » (*Dossier d'information officiel diffusé par les Ministères de l'Économie et de la Coopération*).

« Dans un registre politique autant qu'affectif, qui vaut à la France d'être accusée d'avoir lâché son pré carré, beaucoup estiment également que cette "trahison" de l'Afrique ne pourra être admise par les pays membres de la zone franc qu'à la condition que les anciennes pratiques "de prédation" des plus hautes sphères des États africains cessent. Cela suppose un big bang politique, avec l'arrivée d'hommes et surtout de nouvelles mentalités, qui puissent s'imposer. C'est ainsi que l'on s'attend, de Dakar à Yaoundé ou Niamey, à l'ouverture d'une nouvelle ère fondée sur un principe démocratique cette fois définitivement acquis et supposé incarner un large rassemblement national, c'est-à-dire un véritable électrochoc suivant directement la dévaluation. » (**Nicolas BALIQUE**, *Libération*, 10/01/1994)

« Le 7 décembre dernier, Félix Houphouët-Boigny s'en allait ; le 7 février prochain, ses obsèques auront eu lieu ; on dirait qu'avec lui s'achève une époque, qu'après lui les relations entre la France et l'Afrique noire francophone seront autres et que la dévaluation du CFA signe la fin d'un chapitre. Une nouvelle génération de dirigeants africains devra prendre acte qu'il faut moins compter sur la France. Et plus sur soi-même. [...]

En termes diplomatiques, la dévaluation du franc CFA se traduira vraisemblablement par une perte d'influence de la France en Afrique noire, une remise en cause du soutien que les capitales africaines accordaient traditionnellement aux positions françaises dans les enceintes internationales. S'y ajouteront probablement une volonté plus grande de diversification de leurs partenaires économiques de la part des pays africains (avec une ouverture délibérée en direction du Japon et des États-Unis), un rapprochement avec les États africains anglophones (en particulier le Nigeria) et, enfin, la fin du *traitement* préférentiel dont bénéficiaient les entreprises françaises dans certains secteurs, en particulier celui de l'énergie. Les États africains, quant à eux, vont devoir dans l'immédiat se débattre avec les retombées sociales de la dévaluation, qui vont être dramatiques pour certaines franges de la population, notamment urbaines. Un train en cachant un autre, il est par ailleurs clair que la dévaluation prélude au renforcement des politiques d'ajustement structurel, ce qui signifie une exacerbation prévisible des tensions sociales sur le continent. Face à cette situation, les dirigeants africains doivent, à l'instar de Paris, se convertir au *réalisme* : diminuer le train de vie de l'appareil d'État, mettre ce dernier au service des besoins des populations, promouvoir l'intégration économique régionale et continentale, bref, se prendre en charge, au sens propre du terme. À cet égard, la dévaluation du franc CFA aura peut-être en dernier ressort un effet de catharsis, celui d'émanciper mentalement les dirigeants africains de leurs relations avec Paris, et, ainsi, de couper définitivement le cordon ombilical qui depuis plus de trois décennies continue de peser sur les relations de leurs États avec l'ancienne métropole ». (**Béchir BEN YAHMED**, *Jeune Afrique*, 13 et 20/01/1994)